



GSO

Service prévention

RAPPORT D'ÉTUDE DE DOSSIER
sur la sécurité contre les risques d'incendie et de panique
dans les établissements recevant du public (ERP)

Affaire suivie par : **Lieutenant P.AUPETIT**Téléphone : **04 75 82 73 31**

ÉTUDE réalisée le 09/01/14

Objet de l'étude	Référence	Date de la demande
Permis de construire 02605713V0030	L.111-8	06/01/14
Autorisation de travaux	L.111-8	
Demande de dérogation	R.123-13	
Utilisation exceptionnelle des locaux	Art. GN 6	

NOM OU RAISON SOCIALE

X TREM

DÉSIGNATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Numéro de dossier : 5840

Nature de l'activité : centre de loisirs

Nom du pétitionnaire (maître d'ouvrage) : SCI ESPACE

Nom de l'architecte (maître d'œuvre) : E.WAGON – ALLEX 26400

Adresse : route d' ALIXAN – RD 528

N° de Tél. : **à fournir**

Code postal 26300

Commune : Bourg de Péage

Type : P L N R X

Catégorie : 2^{ème}

Textes de référence :

Code de la construction et de l'habitation (CCH) (articles R.123-1 à R.123-55)

Arrêté ministériel du 25/06/1980 modifié (dispositions générales ERP 1^{er} groupe)

Arrêté ministériel du 21/06/82 modifié (dispositions particulières ERP du type N)

Arrêté ministériel du 05/02/07 modifié (dispositions particulières ERP du type L)

Arrêté ministériel du 07/07/83 modifié (dispositions particulières ERP du type P)

Arrêté ministériel du 04/06/82 modifié (dispositions particulières ERP du type R)

Arrêté ministériel du 04/06/82 modifié (dispositions particulières ERP du type X)

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Date de dépôt du permis de construire initial : 23/12/13

OBJET DE L'ETUDE

Cette étude concerne la construction sur deux niveaux d'un centre de loisirs de 9860 m² de surface de plancher, (dont 4607 m² réservés au Karting).

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ÉTABLISSEMENT

Les bâtiments seront construits en structure métallique avec bardage et couverture métallique

Le projet comprend les activités suivantes :

- Un espace accueil, bar/restauration (RDC et R+1) classé en type **N**
- Bowling classé en type **P**
- Billard classé en type **P**
- un laser Game classé en type **X**
- Un espace jeux d'enfants classé en type **R**
- Un karting classé en type **X**
- 3 salles de séminaire à l'étage classées en type **L**
- Des locaux non accessible au public : cuisine et réserve, bureaux, rangement et entretien/ménage, atelier
- Locaux accessoires : sanitaires, vestiaires, briefing

L'établissement isolé des tiers est desservi par 2 façades accessibles de 8 m de large (sud et est).

La hauteur du plancher haut est inférieure à 8 m.

Les structures de la charpente seront visibles de tous points ou stable au feu 1 heure si cachées.

Il est prévu le désenfumage mécanique de l'espace « karting ».

Une terrasse isolée à l'air libre située en partie EST du bâtiment constitue un espace d'attente sécurisé (EAS), elle est desservie par un escalier à l'air libre.

Chauffage et cuisine à énergie gaz (ROOFTOP en toiture).

Cuisine fermée P > à 20Kw

Surfaces dédiées :

Activité de type P : bowling 219m² - billard 234m²,

Activité de type N : bar RDC linéaire 26 m - bar à l'étage linéaire 9 m - restaurant RDC 274m² - restaurant à l'étage 149m²,

Activité de type X : karting 4607m² - Laser Game 431m²,

Activité de type R : 1013m² (jeux pour enfants),

Activité de type L : 3 salles séminaires (98m²+57m²+95m²) à l'étage 250m².

CALCUL DES EFFECTIFS :**→ Activités de type P**

Bowling : 4 personnes pour 3 m² soit : $203/3 \times 4 = 271$

Billard : 4 personnes par billard au nombre de 10

Soit : $271 + 40 = 311$

Nom : X TREM

N° dossier : 5840

Date : 09/01/14

→ Activités de type N (1 personne par m² en restauration et 3 personnes par m² pour le bar)

Rez de chaussée : restaurant 275 – bar (linéaire 26m) = 78

A l'étage : restaurant 149 – bar (linéaire 9m) = 27

Soit : 275 + 78 + 149 + 27 = **529**

→ Activités de type R (sur déclaration contrôlée du maitre d'ouvrage) : **200**

→ Activités de type L (1 personne au m²): **250**

→ Activités de type X (suivant la déclaration du maitre d'ouvrage):

Karting (14 véhicules) : 14

Laser Game (30 plastrons) : 30

Soit : **44**

L'effectif du public est déterminé de la façon suivante, conformément aux articles P2, N2, X2, R2, L3 du règlement de sécurité :

Soit		N	L	P	R	X
Effectif du public	=	529	250	311	200	44
Effectif du personnel	=			13 (Etag 4 – RDC 9)		
Effectif total	=			1347		

CALCUL DES DEGAGEMENTS :

EFFECTIFS		SORTIES EXIGIBLES		SORTIES REALISEES	
		Nbre	UP	Nbre	UP
étage	426+4 = 430	2	6UP	3	6UP
RDC	797+9=806	3	9	12	24UP
CUMUL	1236	4	14	12*	21*

*application de l'article CO36§3 : 4 sorties d' 1 UP comptés en sorties
1 sorties d' 1 UP comptés en UP

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT :

Avec un effectif de 1236 publics et des activités de restauration, séminaires, bowling, billard, jeux pour enfants, laser Game ; cet établissement est classé en type PLNRX de 2^{ème} catégorie.

Après étude du dossier et en complément de la notice de sécurité jointe au dossier, nos prescriptions sont les suivantes :

- 1) Déposer un dossier d'étude de sécurité publique auprès de l'autorité administrative compétente conformément au décret modifié n°2007-1177 du 03 août 2007 pris pour l'application de l'article L 111-3-1 du code de l'urbanisme, relatif aux études de sécurité publique. (article R 111-48)
- 2) Faire suivre les travaux par un organisme agréé
Article GE7
- 3) Munir l'établissement d'un registre de sécurité sur lequel seront reportés :
 - l'état du personnel chargé du service d'incendie ;
 - les diverses consignes, générales et particulières, établies en cas d'incendie « y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap » ;
 - les dates des divers contrôles et vérifications, ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;
 - les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.(article R.123-51)
- 4) Afficher, sous forme de pancarte inaltérable, un plan schématique de l'établissement, à chaque entrée de bâtiment, pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Il doit présenter au minimum, le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement. Doivent y figurer, outre les dégagements, les espaces d'attente sécurisés et les cloisonnements principaux, l'emplacement des :
 - divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
 - dispositifs de commandes de sécurité ;
 - organes de coupure des sources d'énergie ;
 - moyens d'extinction fixes et d'alarme.Ce plan doit avoir les caractéristiques des plans d'intervention, définies à la norme NFS 60-303. (article MS 41)
- 5) Afficher, sur des supports fixes et inaltérables, des consignes précises constamment mises à jour, qui doivent indiquer :
 - les modalités d'alerte des sapeurs-pompiers ;
 - les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
 - les dispositions à prendre pour favoriser l'évacuation des personnes en situation de handicap ou leur évacuation différée si celle-ci est rendue nécessaire ;
 - la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
 - l'accueil et le guidage des sapeurs-pompiers.Ces consignes doivent être conformes à la norme NFS 60-303. (article MS 47)
- 6) Aviser le maire, au moins un mois avant la fin des travaux, afin qu'il saisisse la commission de sécurité pour qu'elle effectue une visite de réception de l'établissement, avant son ouverture au public. (articles 43 du décret du 8 mars 1995 et R.123-45 du CCH)

7) Fournir, AVANT la visite :

- L'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité, conformément aux textes en vigueur. (article 46 du décret du 8 mars 1995)
- L'attestation du bureau de contrôle, précisant que la mission solidité (mission L) a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle attestant de la solidité de l'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage. (article 46 du décret du 8 mars 1995)
- Le rapport des vérifications réglementaires après travaux, établi par un organisme agréé par le ministère de l'Intérieur comprenant :
 - les renseignements d'ordre général et administratif ;
 - les avis relatifs à la conformité, émis dans l'ordre des dispositions générales du règlement de sécurité suivies des dispositions particulières.
- L'ensemble des procès-verbaux de réaction et résistance au feu des matériaux et éléments de construction mis en œuvre. (article GN 12)

8) Equiper l'établissement d'un système de sécurité de catégorie B et une alarme de type 2a.
Article P22§1**9) Fournir à la commission de sécurité, un mois avant le début des travaux (objet de l'étude), le cahier des charges fonctionnel du système de sécurité incendie, définissant :**

- la catégorie du SSI ;
 - l'organisation des zones ;
 - la corrélation entre les ZD et les ZS ;
 - le positionnement des matériels centraux et déportés éventuels, ainsi que les modalités de l'exploitation de l'alarme ;
 - les alimentations de sécurité et leurs conditions d'implantation ;
 - les constituants du SSI ;
 - le principe et la nature des liaisons ;
 - la procédure de réception technique du SSI.
- (§ 5.3 de la norme NFS 61-931, articles GE 2 et MS 55)

10) Installer le tableau de signalisation de l'équipement d'alarme à un emplacement non accessible au public et visible en permanence du personnel de surveillance ; ses organes de commande et de signalisation (désenfumage) doivent demeurer facilement accessibles
Article MS66§1**11) Assurer les commandes manuelles de désenfumage à partir du CMSI du SSIB**
Instruction technique n°246/ 3.6.2**12) Isoler l'ensemble des locaux à risques moyens par des planchers hauts et parois coupe-feu 1 heure avec des blocs-portes CF ½ heure muni de ferme porte (réserves, locaux rangement, locaux entretien, locaux de stockage, atelier)**
Article CO 28**13) Désenfumer l'ensemble des locaux ou volume dont la superficie est supérieure à 300 m² selon les dispositions particulières propres à chaque type d'activité, y compris l'espace laser Game ; conformément à l'instruction technique N°246.**
Articles DF6 et 7 - N9 - L30 - P14 - R19 - R123.48**14) Installer une coupure d'urgence de l'installation électrique de l'établissement, inaccessible au public et facile à atteindre pour les services de secours. Elle ne coupe pas l'alimentation normale des installations de sécurité. Dans les locaux et dégagements accessibles au public, la manœuvre des dispositifs de commande ou de protection situés à moins de 2,50 m au-dessus du sol est sous la dépendance d'une clé ou d'un outil.**
Articles EL 11 §1 et 4

15) S'assurer sur l'ensemble de l'établissement que le déclenchement de l'alarme générale interrompt la sonorisation afin de permettre la diffusion d'un message préenregistré prescrivant en clair l'ordre d'évacuation. En outre, le fonctionnement de l'alarme générale doit être précédé automatiquement :

- de la mise en fonctionnement de l'éclairage normal des salles plongées dans l'obscurité pour des raisons d'exploitation (laser Game) ;
- de l'arrêt du programme en cours afin que le message d'évacuation soit audible.

Les équipements nécessaires à la diffusion de ce message doivent être alimentés au moyen d'une alimentation électrique de sécurité (AES) conformément à l'article L 16).

Articles P22§3 – L16§2 – R123.48

- 16) Alimenter le désenfumage mécanique du « karting » par une alimentation électrique de sécurité (AES) ou suivant les conditions de l'article EL14 par une dérivation issue directement du tableau principal du bâtiment.

Article DF3§3

- 17) Désigner spécialement des employés entraînés à la mise en œuvre des moyens de secours et à l'évacuation du public

Article P22

- 18) Doter l'établissement d'une seconde issue utilisable par les personnes à mobilité réduite et répartir ces issues, afin que la distance maximale à parcourir pour gagner une sortie soit inférieure à 50 m ou 30 m si l'on se trouve dans une partie de l'établissement formant un cul-de-sac

Articles CO 43 et CO 60

RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION**AUTORISATION DE CONSTRUIRE ET ORGANISATION DU CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS**

Article L.111-8 du code de la construction et de l'habitation (CCH) : Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L.111-7, L.123-1 et L.123-2.

Lorsque ces travaux sont soumis à permis de construire, celui-ci tient lieu de cette autorisation dès lors que sa délivrance a fait l'objet d'un accord de l'autorité administrative compétente mentionnée à l'alinéa précédent.

Article L.123-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) : Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public doivent être conformes aux règles de sécurité fixées par décret en Conseil d'état.

Article R.111-19-25 du code de la construction et de l'habitation (CCH) : L'autorité chargée de l'instruction, transmet un exemplaire de la demande assortie du dossier mentionné au b) de l'article R.111-19-17 à la commission compétente en application des articles R.123-34 à R.123-39, en vue de recueillir son avis sur les dispositions du projet au regard des règles de sécurité.

Article R.123-43 du code de la construction et de l'habitation (CCH) :

"Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui les concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires, par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'Intérieur ou des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement".

Article R.123-46 du code de la construction et de l'habitation (CCH) :

Le maire autorise l'ouverture par arrêté pris après avis de la commission. Cet arrêté est notifié directement à l'exploitant, soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ; une ampliation en est transmise au préfet.

